



EXPERTISE AUDIT ADVISORY
145 Avenue Thiers
33 100 BORDEAUX

In Extenso

IN EXTENSO AUDIT
106 Cours Charlemagne
69 002 LYON

LNA SANTE

Société Anonyme au capital de 19 411 874 €
7 boulevard Auguste Priou
44 120 VERTOU

(RCS NANTES 388 359 531)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021



EXPERTISE AUDIT ADVISORY

**145 Avenue Thiers
33100 BORDEAUX**

In Extenso

**IN EXTENSO AUDIT
106 Cours Charlemagne
69 002 LYON**

LNA SANTE

Société Anonyme au capital de 19 411 874 €
**7 boulevard Auguste Priou
44 120 VERTOU**

(RCS NANTES 388 359 531)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale des actionnaires de la société LNA SANTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LNA SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 a créé depuis mars 2020 des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises par le Gouvernement dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent encore à ce jour de multiples conséquences pour les entreprises intervenant dans certains secteurs particuliers ou selon des modalités spécifiques, qui peuvent impacter de manière importante leurs activités et leur financement voire générer des incertitudes accrues sur leurs perspectives. Malgré les évolutions positives observées sur la pandémie de COVID-19 à ce jour, l'entreprise est encore impactée par cette crise sanitaire.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation et créances rattachées

Risque identifié :

Les titres de participation et créances rattachées, figurant au bilan au 31 décembre 2021 pour respectivement des montants nets de 190 et 320 millions d'euros, représentent deux des postes les plus importants du bilan.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au prix d'acquisition ou à la valeur d'apport, puis le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note 2.2.3 de l'annexe, la valeur d'utilité est appréciée par la Direction générale du groupe sur la base des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, corrigés en tenant compte des prévisions de résultats et/ou du prix de vente de l'activité exploitée, par recours préférentiel à la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, complétée en cas de besoin par l'approche de valeur de marché en fonction de leurs perspectives de développement et de résultats.

Par ailleurs, les créances rattachées aux titres de participation peuvent également faire l'objet d'une dépréciation si, sur la base de ces analyses, leur caractère recouvrable était remis en cause.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres et du caractère recouvrable des créances rattachées requiert l'exercice du jugement de la Direction en ce qui concerne les flux de trésorerie futurs, les hypothèses de croissance du chiffre d'affaires et le taux d'actualisation.

Du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des créances rattachées constituait un point clé de l'audit.

Travaux des commissaires aux comptes

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à :

- Prendre connaissance des méthodes mises en place par la Direction pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation
- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui, par ailleurs, ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques ;
- Comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;
- Examiner les flux futurs de trésorerie retenus par la Direction, au regard des données budgétaires, des résultats historiques ainsi que du contexte économique et financier dans lequel s'inscrit le groupe ;
- Analyser et apprécier le taux d'actualisation retenu par la Direction en nous assurant de la pertinence des différents paramètres qui le constituent ;

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration, sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société LNA SANTE par l'assemblée générale du 23 juin 2010 pour le cabinet IN EXTENSO AUDIT et du 03 Mars 2008 pour le cabinet EXPERTISE AUDIT ADVISORY.

Au 31 Décembre 2021, le cabinet IN EXTENSO AUDIT était dans la 12^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet EXPERTISE AUDIT ADVISORY dans la 14^{ème} année, dont respectivement 12 et 14 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à BORDEAUX et à NANTES
Le 28 avril 2022
Les Commissaires aux Comptes

DocuSigned by:

240C7F95FCEC420...
EXPERTISE AUDIT ADVISORY
Christophe ROUSSELI

DocuSigned by:

1D421CC9CCED4AF...
IN EXTENSO AUDIT
Françoise GRIMAUD PORCHER

BILAN AU 31/12/2021

Bilan actif

Rubriques	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	9 477 023	7 035 661	2 441 362	2 679 788
Fonds commercial	51 900		51 900	51 900
Autres immobilisations incorporelles	254 846		254 846	191 746
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage	78 867	56 413	22 454	28 841
Autres immobilisations corporelles	4 587 838	2 724 685	1 863 153	1 817 234
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	199 976 557	10 396 047	189 580 510	182 205 435
Créances rattachées à des participations	320 124 310		320 124 310	333 964 944
Autres titres immobilisés				
Prêts	601		601	
Autres immobilisations financières	19 260 518		19 260 518	19 360 205
ACTIF IMMOBILISE	553 812 459	20 212 806	533 599 653	540 300 093
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	13 997 150		13 997 150	12 518 512
Autres créances	123 233 657	15 424 030	107 809 627	81 850 413
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	18 620 122	42 705	18 577 417	11 264 115
(Donc actions propres : 5 681 952)				
Disponibilités	48 381 297		48 381 297	31 400 792
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	984 396		984 396	595 074
ACTIF CIRCULANT	205 216 622	15 466 735	189 749 887	137 628 906
Frais d'émission d'emprunts à étaler	2 536 016		2 536 016	114 539
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	761 565 098	35 679 541	725 885 557	678 043 538

Bilan passif

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
Capital social ou individuel (dont versé : 19 514 072)	19 514 072	19 411 874
Primes d'émission, de fusion, d'apport	51 300 619	49 912 312
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 941 187	1 941 187
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	18 767 904	18 767 904
Report à nouveau	80 641 236	76 627 342
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	3 207 515	5 929 747
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	814 959	1 179 026
CAPITAUX PROPRES	176 187 493	173 769 392
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 201 865	1 149 992
Provisions pour charges		
PROVISIONS	1 201 865	1 149 992
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	142 543 872	52 001 427
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	111 569 110	198 651 650
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	160 215 465	111 845 268
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 000 919	5 792 177
Dettes fiscales et sociales	5 938 202	5 199 559
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	142 566	193 410
Autres dettes	120 086 065	129 440 663
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	548 496 199	503 124 154
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	725 885 557	678 043 538

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2021

Rubriques	Exercice 2021			Exercice 2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	45 753 536	216 184	45 969 721	42 610 157
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	45 753 536	216 184	45 969 721	42 610 157
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			98 553	14 000
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			3 322 961	188 741
Autres produits			7	11
PRODUITS D'EXPLOITATION			49 391 241	42 812 909
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			97 331	85 073
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			27 539 409	23 107 660
Impôts, taxes et versements assimilés			693 938	701 344
Salaires et traitements			11 406 114	10 479 410
Charges sociales			5 713 235	4 497 125
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 812 750	2 943 897
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			461 523	415 227
Autres charges			110 512	120 012
CHARGES D'EXPLOITATION			47 834 811	42 349 747
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 556 430	463 162
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			10 694 683	13 880 791
Produits financiers de participations			9 225 760	11 212 850
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 209 097	1 168 555
Autres intérêts et produits assimilés			221 425	224 486
Reprises sur provisions et transferts de charges			38 400	1 274 900
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			5 518 763	10 242 944
Dotations financières aux amortissements et provisions			238 832	1 357 174
Intérêts et charges assimilées			5 279 931	8 860 870
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				24 899
RESULTAT FINANCIER			5 175 919	3 637 847
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			6 732 349	4 101 010
PRODUITS EXCEPTIONNELS			3 066 256	5 928 176
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			5 153	140 570
Produits exceptionnels sur opérations en capital			369 434	18 300
Reprises sur provisions et transferts de charges			2 691 669	5 769 306
CHARGES EXCEPTIONNELLES			6 092 377	5 365 658
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			2 512	196 648
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			348 561	23 989
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			5 741 304	5 145 021
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-3 026 120	562 518
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			209 740	246 404
Impôts sur les bénéfices			288 973	-1 512 624
TOTAL DES PRODUITS			63 152 180	62 621 876
TOTAL DES CHARGES			59 944 665	56 692 129
BENEFICE OU PERTE			3 207 515	5 929 747

Tableau des flux de trésorerie

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2021	Exercice 2020
RESULTAT NET	3 208	5 930
Dotations nettes amortissements et provisions	5 453	3 018
Autres produits et charges	-8 205	-8 912
Résultat de cession et autres charges	-241	5
Charge d'impôt	289	-1 062
Charge d'intérêt	4 320	3 441
MBA AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT ET IMPÔTS	4 824	2 419
Variation du BFR	536	1 341
Impôts payés	4 393	-505
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONELLES	9 752	3 255
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-822	-887
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-615	-594
Acquisitions d'immobilisations financières et autres	-7 165	0
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	-51	-31
Variation des autres prêts et avances consentis	15 431	-182 993
Cession d'immobilisations incorporelles	348	0
Cession d'immobilisations corporelles	22	18
Dividendes reçus	5 761	8 912
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	12 908	-175 574
Augmentation de capital	1 491	0
Actions propres et autres flux	259	-3 497
Emission d'emprunts	170 000	130 100
Remboursement d'emprunts	-170 687	-37 691
Flux de financement sur dettes diverses (aug)	-287	3 578
Flux de financement sur dettes diverses (Dim)	-3 578	1 956
Variation des titres négociables à court terme	53 300	-7 300
Comptes courants	-43 948	77 062
Dividendes versés	-1 916	-4 307
Intérêts payés	-6 340	-3 653
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-1 707	156 248
Trésorerie à l'ouverture	36 387	52 457
Trésorerie à la clôture	57 341	36 387
VARIATION DE TRESORERIE	20 954	-16 071

ANNEXES

I. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Financement du groupe :

Suite à l'acquisition structurante de Clinique Développement en décembre 2020, le Groupe LNA Santé a adapté, en 2021, sa structure de financement via une double opération, ayant pour principaux objectifs de :

- refinancer l'acquisition du groupe Clinique Développement et l'échéance de l'Euro-PP 2022 ;
- sécuriser la liquidité et allonger la maturité par des lignes confirmées bien dimensionnées ;
- accompagner la stratégie de développement du Groupe et couvrir ses besoins de financement.

Les opérations ont porté sur l'aménagement du crédit syndiqué existant :

- avec un pool de prêteurs s'appuyant largement sur l'existant (12 banques / 8 groupes bancaires) ;
- pour un montant de la ligne de crédit renouvelable (RCF) porté à 265 millions d'euros et une échéance allongée à juin 2026, plus deux options d'extension d'un an chacune ;
- avec une nouvelle tranche Prêt à Terme à 6 ans de 75 millions d'euros.

et sur l'émission d'un Euro-PP :

- pour un montant total de 90 millions d'euros dont 45 millions d'euros à échéance 7 ans (19 juillet 2028) portant un coupon de 2,80% et 45 millions d'euros à échéance 8 ans (19 juillet 2029) portant un coupon de 3%, structuré en 2 tranches entièrement libérées en 2021.
- Souscrit par cinq investisseurs institutionnels de 1er plan sur le marché de la dette privée.

Pour la première fois, le Groupe intègre trois critères de performance RSE au sein des deux financements (au format «Sustainable Linked Loan» pour le Crédit Syndiqué et au format «Sustainable Linked Bond» pour l'EuroPP). Les conditions financières (grille de marge) s'ajustent selon un système de Bonus/Malus en fonction de l'atteinte d'objectifs fixés pour chaque année.

La société a souscrit un nouvel emprunt de 5 000 milliers d'euros auprès de la BPI en date du 27/12/2021 pour une durée de 5 ans, dont la première échéance de remboursement sera le 31/03/2022.

Augmentation de capital

Une augmentation de capital a été réalisée au 30/11/2021 pour un montant de 102 198 euros, créant ainsi 51 099 titres dont la valeur nominale est de 2 euros. Le montant de la prime d'émission s'élève ainsi à 1 491 milliers d'euros. Les détenteurs des nouveaux titres sont les salariés du groupe LNA SANTE qui ont décidé d'adhérer au plan d'épargne entreprise au travers du FCPE Nobelia.

Transmission universelle de patrimoine

Par décision en date du 23/11/2021, la société LNA SANTE a décidé la dissolution sans liquidation des sociétés MF IMR 93, MF Toulon 83, MF Brest 29, MF Theix 56, MF Talence 33, MF Latresne 33, MF Vannes 56, entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit de la société LNA SANTE dont la réalisation est intervenue au 31/12/2021. Préalablement à ces opérations, LNA Santé a acquis la totalité des titres de ces structures.

Ces opérations ont conduit à la constatation en résultat financier de bonis de fusion à hauteur de 38.6 milliers d'euros et de malis de fusion à hauteur de 384.4 milliers d'euros.

Crise sanitaire Covid-19

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de plusieurs états d'urgence sanitaire constituent des événements majeurs au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021. A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences connues ou probables à la date d'arrêté des comptes.

L'entreprise constate que ces événements ont eu un impact sur l'activité de ses filiales sur l'exercice 2021, sans toutefois remettre en cause leur continuité d'exploitation.

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. Présentation des comptes annuels et méthodes d'évaluation retenues.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

2.1 Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis dès leur date de mise en service, en mode linéaire sur une durée d'un an, à l'exception de l'ERP amorti sur une durée de 5 ans.

LNA Santé comptabilise les frais de développement internes liés à l'implantation d'un système informatique intégré en immobilisation incorporelles puisque la société peut démontrer :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service,
- Sa capacité à utiliser l'immobilisation incorporelle,
- Son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- Qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- La disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser l'immobilisation incorporelle,
- Et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable

Fiscalement, les licences liées à l'ERP sont amorties sur un an et les coûts de développement sont comptabilisés en amortissement dérogatoires.

2.2 Immobilisations corporelles

Les règlements relatifs à la définition, l'évaluation, la comptabilisation et la dépréciation des actifs, ont été appliqués depuis le 1^{er} janvier 2005 dans la société selon la méthode rétrospective.

Dans le cadre de l'application de ces règlements, les règles mises en place au cours de l'exercice 2005 perdurent à savoir :

- les immobilisations acquises font l'objet de décomposition dès lors que celle-ci s'avère significative. En revanche, les actifs dont les éléments constitutifs sont exploités de façon indissociable ne sont pas décomposés et donnent lieu à un seul plan d'amortissement.
- Les amortissements sont calculés selon la durée d'utilisation des biens et des composants lorsqu'ils sont dissociés.

Au titre de l'exercice 2021, aucun changement de plan d'amortissement n'a été constaté, de même la société n'a procédé à aucune reconsidération des décompositions effectuées en 2005.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées probables d'utilisation à savoir :

Installations techniques	5 ans/10 ans
Matériel de transport	1 an
Installations générales	10 ans
Matériel de bureau et informatique	4 ans/5 ans
Mobilier	10 ans

2.3 Participations, titres immobilisés et créances rattachées.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au prix d'acquisition ou à la valeur d'apport. Les frais d'acquisition sont enregistrés en charges et retraités fiscalement sur une durée de cinq ans.

Les autres immobilisations financières intègrent les malis de fusion affectés à des titres de participations.

Lorsque la valeur brute comptable des titres et des malis de fusion qui leur sont affecté, est supérieure à leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée sur la base de ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'utilité des titres de participation est appréciée par la direction générale du groupe, sur la base des capitaux propres de la société détenue à la clôture de l'exercice, corrigés en tenant compte des prévisions de résultats et/ou du prix de vente de l'activité exploitée, par recours préférentiel à la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, complétée en cas de besoin par l'approche de valeur de marché.

Le cas échéant, les créances rattachées font également l'objet d'une dépréciation.

Au 31 décembre 2021, LNA Santé a comptabilisé une dépréciation sur titres à hauteur de 239 milliers d'euros ce qui porte le montant total des provisions pour dépréciation des titres à 10 396 milliers d'euros. Elle a également procédé à la comptabilisation d'une dépréciation des comptes courants pour un montant de 5 645 milliers d'euros et d'une reprise de dépréciation des comptes courants pour un montant de 1 982 milliers d'euros, portant le montant total à 15 424 milliers d'euros.

2.4 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées lorsque la valeur estimée d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances clients douteuses est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité de la société à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

L'ancienneté des créances et un défaut de paiement au terme habituel du débiteur constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

2.5 Actions propres

LNA Santé comptabilise les actions propres en valeur mobilière de placement à leur coût d'acquisition.

Les produits et les charges générées par les achats et ventes d'actions sont enregistrées en résultat financier.

Le nombre de titres détenus par la société LNA Santé s'élève à 132 484 actions, d'une valeur moyenne d'acquisition de 42.89 euros, et valorisées à 5 682 milliers d'euros.

2.6 Provisions

- Pour risques

La société constate une provision lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis d'un tiers, que la perte ou le passif en découlant est probable et qu'elle peut être raisonnablement évaluée. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, la société fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions pour litiges sociaux sont évaluées par la direction des ressources humaines en fonction des risques encourus par la société et de l'état d'avancement des procédures en cours.

Au 31 décembre 2021, les provisions pour risques s'élèvent à 1 202 milliers d'euros.

- Réglementées

Il s'agit de l'amortissement dérogatoire lié à l'ensemble des projets informatiques. La durée d'amortissement fiscal pratiquée est d'un an.

2.7 Dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Les coûts d'émissions d'obligations et d'emprunts sont comptabilisés en charges externes puis étalés sur la durée de l'obligation en charges à répartir.

2.7.1 – Titres négociables à court terme (NEU CP)

Les titres négociables à court terme sont émis par LNA Santé auprès de cinq agents placeurs, en fonction des demandes d'investisseurs sur le marché monétaire, pour des durées variables (entre 1 et 12 mois).

L'émetteur peut être amené à assurer lui-même le placement de ses NEU CP comme le permet son programme d'émission enregistré auprès de la Banque de France.

La rémunération est basée sur la base d'un taux Euribor et d'une marge liée à la maturité du placement.

Les titres négociables ont pour objectif le financement des encours de travaux et actifs immobiliers destinés à être cédés.

Au 31 décembre 2021, l'encours s'élève à 160 000 milliers d'euros.

2.7.2 - Crédit syndiqué

Le crédit syndiqué est constitué de deux tranches :

- Une ligne de crédit renouvelable (RCF) de 265 000 milliers d'euros dont la date d'échéance est le 30 juin 2026 avec deux options d'extension d'un an chacune. Cette ligne finance les opérations d'acquisitions et couvre le programme d'émission de NEU CP contre le risque de liquidité. Les tirages sont effectués en fonction des besoins pour une durée déterminée (1 mois, 3 mois ou 6 mois). Au 31 décembre 2021, cette ligne n'était pas du tout tirée.
- Un Prêt à Terme de 75 000 milliers d'euros à échéance 30 juin 2027 qui s'amortit progressivement à partir de juin 2023. Ce prêt finance l'immobilier des établissements normands acquis dans le cadre de l'acquisition du groupe Clinique Développement en décembre 2020.

Le crédit syndiqué a été mis en place le 30 juin 2021 auprès de 12 partenaires bancaires.

2.7.3 - Dette obligataire Euro PP

LNA Santé a, au 31 décembre 2021, 2 souches obligataires au format non coté Euro PP :

- une souche de 51 200 milliers d'euros dont le remboursement a été demandé par LNA Santé en décembre 2021 et dont le remboursement effectif interviendra le 31 janvier 2022,
- une souche de 90 000 milliers d'euros dont 45 000 milliers d'euros à échéance le 19 juillet 2028 portant un coupon de 2,80% et 45 000 milliers d'euros à échéance le 19 juillet 2029 portant un coupon de 3%. Cette souche finance les autorisations d'exploiter des établissements une fois restructurés.

2.8 - Instruments financiers dérivés

Pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à sa dette financière à taux variable, LNA Santé utilise des instruments financiers dérivés d'échange de taux d'intérêt (swaps et caps).

L'objectif de ces transactions est de transformer le taux variable de la dette en taux fixe et d'encadrer le risque de taux en fonction des anticipations de leur évolution. Cette politique, suivie de manière dynamique, peut donner lieu, en cours d'exercice, en fonction de l'évolution des taux de marchés, à des ajustements dans les positions de couverture.

La société applique le règlement n°2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Les dérivés de taux qui sont qualifiés de couverture sont enregistrés *pro rata temporis* sur la durée des contrats, sans effet sur la valeur nominale de la dette financière dont le taux est couvert.

Les dérivés de taux qui ne sont pas qualifiés de couverture (positions ouvertes isolées) sont réévalués à leur valeur de marché à la date de clôture et figurent au bilan. Les gains non réalisés résultant de cette réévaluation sont différés et les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque à due concurrence.

Les instruments dérivés de taux de la société s'analysent ainsi :

En milliers euros	Montant couvert au 31/12/2021	Echéancier			Valeur de marché au 31/12/2021
		A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Dérivés qualifiés de couverture	75 980	490	66 399	9 091	-715
Positions ouvertes isolées	7 500	0	6 591	909	-158
Dérivés de taux	83 480	490	72 990	10 000	-873

Au 31 décembre 2021, la provision pour risques s'élève à 158 milliers d'euros.

2.9 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la facturation des mandats de gestion et de redevance de marque aux sociétés d'exploitation, de mandats d'assistance technique immobilière et également de facturation de frais et de locations immobilières.

2.10 Résultat financier

La société détient les titres de sociétés en nom collectif ayant pour objet principalement de la promotion immobilière. Les résultats de ces sociétés sont comptabilisés en résultat financier sur le même exercice que celui de constatation des produits et des charges d'activité immobilière.

2.11 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les produits et charges résultant d'opérations ou d'évènements clairement distincts des activités ordinaires de la société et qui ne sont pas, de fait, censés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Le résultat exceptionnel de la période intègre les effets des dotations et reprises des dépréciations des comptes courants pour un montant net de - 3 663 milliers d'euros.

2.12 Impôt société et intégration fiscale

La société LNA Santé est la société mère d'un périmètre de 40 sociétés membres au 31 décembre 2021. A ce titre chaque société membre comptabilise l'impôt société selon les règles de droit commun telles qu'elles s'appliqueraient en l'absence d'intégration.

SA LNA SANTE

A la clôture d'un exercice, la société membre dont le résultat fiscal serait déficitaire ne serait titulaire à raison de cette situation d'aucune créance sur la société LNA Santé. En revanche, la société LNA Santé comptabilise une créance d'impôt liée à ces déficits. Au 31 décembre 2021, la créance de la société LNA Santé à l'égard des membres s'élève à 8 945 milliers d'euros.

Les économies d'impôt réalisées par le Groupe, non liées aux déficits et aux moins-values, restent acquises à la société LNA Santé.

L'impôt sur les sociétés s'élève à 289 milliers d'euros et se répartit ainsi :

- en propre : un crédit d'impôt de (194 milliers) d'euros correspondant à (44 milliers) d'euros de crédit d'impôt famille, (57 milliers) d'euros de crédit d'impôt mécénat et (93 milliers) d'euros de crédit impôt recherche,
- dans le groupe fiscal : charges d'impôt de 1 172 milliers d'euros et produits d'impôt sur les sociétés de (770 milliers) d'euros,
- la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés de 81 milliers d'euros.

III. AUTRES INFORMATIONS

1 Engagements de retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés.

L'évaluation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon prospective sur la base des hypothèses suivantes :

Indicateurs	31/12/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation	0,78 %	0,33 %
Evolution des salaires	5 %	5 %
Table de mortalité	INSEE 2021	INSEE 2018
Age de départ	65 ans	65 ans
Taux de charges sociales	50 %	50 %
Modalités de départ	Volontaire	Volontaire

2 Attribution gratuites d'actions

Suite à l'assemblée générale mixte en date du 22 juin 2016, le conseil d'administration a décidé, lors de la séance du 13 décembre 2017, de la mise en place d'un plan d'attribution gratuite d'actions « Plan 2017-2020 », au profit de trois dirigeants mandataires sociaux. Ce plan prévoit l'attribution d'un total de 40 500 actions gratuites existantes ou à émettre.

La continuité de ce plan devrait être présenté à l'assemblée générale en 2022.

La provision pour risque s'élève, au 31 décembre 2021, à 818 milliers d'euros.

3 Consolidation

La société anonyme LNA Santé est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé à Vertou (44) au 7 boulevard Auguste Priou et inscrite au RCS sous le numéro 388 359 531. La société LNA Santé SA est la société mère consolidante du groupe LNA Santé. Les états financiers consolidés du groupe sont disponibles et consultables sur le site internet : <http://www.lna-sante.com>

4 Crédit Impôt Recherche

La société LNA Santé a comptabilisé un Crédit Impôt Recherche sur l'exercice 2021 pour un montant de 93 milliers d'euros.

Les projets valorisés portent sur :

- Télé-réadaptation avec Neuràdom
- Retreat Frail
- Piano
- Piano COVID
- Sens
- SSR Transformé
- Aroma
- ParkHOMe
- Programme thérapeutique Soins Palliatifs
- Amélioration des conditions de travail
- Qualité BI

IV. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 3 février 2022, LNA Santé a annoncé le renforcement et l'arrivée à son capital d'investisseurs de long terme Siparex, Unexo, Sodero Gestion, BNP Paribas Développement (associés au sein d'un véhicule d'investissements dédié : Nobinvest 2A) et le groupe SMA d'une part, et d'actionnaires historiques familiaux au sein de la Financière Vertavienne 44 d'autre part, au moyen de reclassements de titres (cédés par le fonds sortant MPL2 et la famille Mesnard) et d'une participation à une augmentation de capital réservée.

A cette fin, Monsieur Willy Siret, en sa qualité de Directeur Général de LNA Santé a constaté la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant de 49.999.950 euros (prime d'émission incluse), au prix de 52,50 euros par action.

Par ailleurs, après la constatation le 30 novembre 2021 de la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un PEE via le FCPE Nobelia, LNA Santé achève une opération ambitieuse visant à associer ses salariés au développement du Groupe au travers de la société LNA Ensemble qui a procédé au rachat d'actions LNA Santé pour un investissement total de 32.659.830 euros et détient ainsi une participation de 8,39% du capital de LNA Santé.

Nobinvest 2A, SMA BTP, SMAvie BTP et LNA Ensemble ont adhéré au pacte d'actionnaires et rejoignent ainsi le concert contrôlant la société LNA Santé.

Ces opérations visent à consolider l'indépendance du Groupe LNA Santé et sa gouvernance, l'accélération du développement, en France et à l'étranger, de chacune de ses lignes métiers EHPAD, SSR, PSY, HAD dans le respect des valeurs et du projet d'entreprise.

SA LNA SANTE

En date du 07 mars 2022, la société a reçu un avis de vérification de comptabilité portant sur l'ensemble des déclarations fiscales pour les périodes allant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020 ainsi que sur l'ensemble des dépenses engagées qui ont été retenues pour la détermination des Crédits d'Impôt Recherche au titre des périodes allant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020.

Principaux postes du bilan et du compte de résultat

Immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles	9 355 170	821 562		392 963	9 783 769
Total 1 Incorporelles	9 355 170	821 562	0	392 963	9 783 769
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	575 434	6 458			581 893
Installations techniques, matériels et outillages	74 758	4 109			78 867
Matériel de transport	48 913	34 979		17 156	66 736
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 478 139	560 187		108 623	3 929 703
Autres		9 505			9 505
Total 2 Corporelles	4 177 244	615 238	0	125 779	4 666 704
Autres participations	526 327 594	25 801 807		32 028 535	520 100 866
Prêt et autres immobilisations financières	19 360 205	1 313		100 399	19 261 119
Total 3 Financières	545 687 799	25 803 120	0	32 128 934	539 361 985
Acomptes					
TOTAL	559 220 213	27 239 920	0	32 647 675	553 812 459

Etat des amortissements

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	6 431 736	877 092	273 167	7 035 661
Total 1 Incorporelles	6 431 736	877 092	273 167	7 035 661
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements	284 392	74 587		358 980
Installations techniques, matériels et outillages	45 917	10 496		56 413
Matériel de transport	33 656	12 456	8 584	37 528
Matériel de bureau informatique, mobilier	1 967 204	468 843	108 623	2 327 424
Autres		752		752
Total 2 Corporelles	2 331 169	567 134	117 207	2 781 097
TOTAL	8 762 905	1 444 226	390 374	9 816 758

Charges à répartir

Chiffres exprimés en euros	31/12/2020	Augmentations	Dotations	31/12/2021
Frais d'émission d'emprunts à étaler	114 539	2 790 000	368 523	2 536 016
TOTAL	114 539	2 790 000	368 523	2 536 016

Provisions et dépréciations

Chiffres exprimés en euros	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021
Amortissements dérogatoires	1 179 026	96 461	460 528	814 959
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 179 026	96 461	460 528	814 959
Provisions pour litiges sociaux	77 181	225 558	77 181	225 558
Autres provisions pour risques	1 072 811	235 965	332 469	976 307
TOTAL	1 149 992	461 523	409 650	1 201 865
Dépréciations titres de participations	10 157 215	238 832		10 396 047
Autres dépréciations	11 803 663	5 644 843	1 981 772	15 446 734
DEPRECIATIONS	21 960 878	5 883 675	1 981 772	25 862 781
TOTAL	24 289 896	6 441 659	2 851 950	27 879 605

La reprise de la provision pour risques sociaux correspond à une provision non utilisée pour 30 000€ et à une provision utilisée pour 47 181€.

Etat des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	339 385 429	20 926 758	318 458 671
Créances rattachées à des participations	320 124 310	20 399 157	299 725 153
Prêts	601	601	
Autres immobilisations financières	19 260 518	527 000	18 733 518
ACTIF CIRCULANT :	138 215 203	138 088 903	126 300
Clients	13 997 150	13 997 150	
Clients douteux			
Personnel et comptes rattachés	5 873	5 873	
Organismes sociaux	735	735	
Etat : impôts et taxes diverses	1 399 071	1 399 071	
Groupe et associés	120 935 638	120 935 638	
Débiteurs divers	892 340	766 040	126 300
Charges constatées d'avance	984 396	984 396	
TOTAL	477 600 632	159 015 661	318 584 971
Montants des prêts accordés en cours d'exercice	1 000		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	399		
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	142 543 872	52 543 872		90 000 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	3 770 684	3 770 684		
à plus d'1 an à l'origine	107 798 426	9 484 081	76 123 731	22 190 614
Emprunts et dettes financières divers	160 215 465	160 215 465		
Fournisseurs et comptes rattachés	8 000 919	8 000 919		
Personnel et comptes rattachés	1 645 891	1 645 891		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 845 199	1 845 199		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices	183 311	183 311		
Taxe sur la valeur ajoutée	2 039 313	2 039 313		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	224 488	224 488		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	142 566	142 566		
Groupe et associés	111 044 415	111 044 415		
Autres dettes	9 041 650	278 736	8 762 914	
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	548 496 199	351 418 940	84 886 645	112 190 614
Emprunts souscrits en cours d'exercice	233 400 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	180 786 694			

Charges à payer

Le montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Emprunts et dettes financières	1 347 070	811 999	535 071
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 635 499	2 688 183	1 947 316
Autres dettes	78 229	187 618	-109 388
Dettes fiscales et sociales	2 378 978	2 094 594	284 385
Intérêts courus sur découvert	109 020	120 756	-11 736
Intérêts courus sur compte courant groupe	285 196	144 608	140 588
TOTAL	8 833 992	6 047 757	2 786 235

Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Créances rattachées à des participations	2 953 874	398 491	2 555 383
Clients – Factures à établir	344 196	63 922	280 274
Autres créances	49 726	20 275	29 451
Intérêts courus sur compte courant	303 837	261 784	42 053
Intérêts courus sur CAT, compte rémunéré, retenue de garantie	58 033	58 034	-1
TOTAL	3 709 666	802 506	2 907 160

Charges constatées d'avance

Le montant des charges constatées d'avance inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Sous-traitance	17 516	32 492	-14 976
Hébergement informatique	272 114	23 294	248 820
Maintenance	368 077	299 953	68 124
Publicité	87 637	95 963	-8 326
Honoraires	30 745	14 849	15 896
Frais de recrutement	23 390	20 528	2 862
Intérêts sur emprunts et autres dettes	80 964	70 689	10 275
Autres	103 948	37 300	66 648
TOTAL	984 396	595 073	389 323

Composition du capital social

Titres par catégories	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Actions ordinaires	5 325 008	5 074 379	250 629
Actions sans droit de vote	132 484	141 198	-8 714
Actions à droit de vote double	4 299 544	4 490 360	-190 816
Nombre d'actions total	9 757 036	9 705 937	51 099

Valeur nominale en euros de l'action : 2,00

Variation des capitaux propres

Exprimé en €

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		173 769 392
Distributions sur résultats antérieurs		-1 915 853
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		171 853 539
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		102 198
Variations des primes liées au capital		1 388 307
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	460 528	96 461
Autres variations		
Résultat de l'exercice		3 207 515
SOLDE		4 333 953
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		176 187 492

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 se ventile de la façon suivante :

Exprimé en euros

	Chiffre d'affaires			Total 31/12/2020	Var.
	France	Export	Total 31/12/2021		
Mandats de gestion et redevances de marque	32 838 796	121 905	32 960 701	30 320 403	8.7%
Contrats assistance maîtrise d'ouvrage	746 667	-	746 667	753 317	-0.9%
Locations immobilières	7 584 473	-	7 584 473	7 584 473	-
Produits divers	4 583 601	94 279	4 677 880	3 951 964	18.4%
Total	45 753 536	216 184	45 969 721	42 610 157	7.9%

Transfert de charges

Exprimé en euros

Nature des transferts	31/12/2021	31/12/2020
Frais émission d'emprunts	2 790 000	
Prévoyance salariés	45 613	52 160
Avantage en nature	99 853	102 517
Sinistres véhicules et mobiliers	29 176	33 804
Attribution d'actions gratuites	220 193	0
Formations salariés - remboursement organisme de formation	16 245	4 064
TOTAL	3 201 080	192 545

Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 5 175 919 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS FINANCIERS	10 694 683	13 880 791
Dividendes	5 761 170	8 911 818
Revenus sur prêts intragroupe	1 207 357	1 166 450
Produits financiers sur comptes courants	2 961 772	733 807
Autres intérêts et produits assimilés	223 165	226 592
Quote-part des SNC (Produits)	502 818	1 567 224
Reprises sur provisions pour risques et charges financières	38 400	1 274 900
CHARGES FINANCIERES	5 518 763	10 242 943
Intérêts sur dettes bancaires et autres dettes	3 847 996	2 932 080
Charges financières sur comptes courants	290 698	150 041
Charges nettes sur instruments financiers	485 336	595 386
Quote-part des SNC (Charges)	220 519	5 145 269
Autres charges financières	435 383	38 094
Charges nettes sur cessions de VMP	-	24 899
Dotations aux provisions pour dépréciations des titres	238 832	1 357 174
RESULTAT FINANCIER	5 175 919	3 637 847

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de - 3 026 120 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 066 256	5 928 176
Cessions immobilisations incorporelles	347 500	-
Cessions immobilisations corporelles	21 934	18 300
Reprises amortissements dérogatoires	460 528	316 172
Reprises dépréciations exceptionnelles	1 981 772	5 419 330
Transfert de charges exceptionnelles	249 369	33 804
Produits exceptionnels sur opération de gestion	5 153	140 570
CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 092 377	5 365 658
VNC immobilisations incorporelles	119 796	22 806
VNC immobilisations corporelles	8 572	-
Malis rachat d'actions propres	220 193	-
Autres charges exceptionnelles	2 512	197 831
Dotations aux amortissements dérogatoires	96 461	190 450
Dotations dépréciations exceptionnelles	5 644 843	4 954 571
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(3 026 120)	562 518

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt 2021	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	6 732 349	1 137 496	5 594 852
Résultat exceptionnel à court terme	(3 026 120)	(801 922)	(2 224 198)
Participation des salariés	(209 740)	(46 602)	(163 138)
RESULTAT COMPTABLE	3 496 488	288 973	3 207 515

Situation fiscale différée et latente

Rubriques Exprimé en €	31/12/2021	31/12/2020
IMPOT DU SUR :		
Provisions réglementées :		
Provisions pour hausse de prix		
Provisions pour fluctuation des cours		
Provisions pour investissements		
Amortissements dérogatoires	203 740	301 780
Subventions d'investissement		
TOTAL ACCROISSEMENTS	203 740	301 780
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :		
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :		
Congés payés		
Participation des salariés	44 974	40 153
Autres	10 260	9 979
A déduire ultérieurement :		
Provisions pour propre assureur		
Autres		
TOTAL ALLEGEMENTS	55 234	50 132
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	148 506	251 647
IMPOT DU SUR :		
Plus-values différées	5 035 532	5 255 405
Charges à répartir	(63 496)	(51 060)
CREDIT A IMPUTER SUR :		
Déficits reportables		
Moins-values à long terme		
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	4 972 036	5 204 345

INFORMATIONS DIVERSES

Effectif moyen du personnel salarié

En 2021, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Effectifs moyens	31/12/2021	31/12/2020
Vertou - Boulevard Auguste Priou - Cadres	142	132
Vertou - Boulevard Auguste Priou - Non cadres	93	86
TOTAL	235	218

Rémunération des dirigeants

Exprimé en euros

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Rémunérations allouées	474 473		474 473	

Liste des filiales et des participations

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux Propres autres que le capital	Quote Part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Dépréciation des comptes courants	Chiffre d'affaire HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
				Brute	Nette					

1 - Filiales (détenues à plus de 50 %)										
BIAGIS	7 500	370 491	100	7 500	7 500	-	-	421 470	76 396	-
LES OISEAUX	1 503 418	-8 412 343	100	9 477 174	-	3 192 715	-3 192 715	1 810 065	-6 351 516	-
INSTITUT DE READAPTATION DE ACHERES	178 579	-356 672	100	11 662 431	11 662 431	2 229 256	-	17 346 785	-174 835	-
LNA RETRAITE	119 132 240	42 873 349	100	153 155 627	153 155 627	26 704 458	-	73 614 478	6 654 865	2 025 248
LNA ES	5 743 273	95 765 378	79	5 351 084	5 351 084	230 984 442	-	191 655 642	13 020 581	2 464 545
LNA Belgique	480 000	-4 685 387	100	479 900	479 900	10 798 967	-5 502 071	856 386	796 123	-
LNA INTERNATIONAL	7 500	-1 162	100	7 500	7 500	-	-	-	-416	-
FONCIÈRE GNA	7 700	1 497 335	100	7 700	7 700	18 558 826	-	5 675 586	80 731	-
LNA REAL ESTATE	95 030	-77 843	100	1 007 500	1 007 500	18 483 040	-	48 704	-97 286	-
MF BANDOL 83	100	119 031	99	99	99	311 655	-	364 400	119 031	-
MÉDICA FONCIÈRE 83	7 700	-14 077	100	19 312	19 312	20 495	-	8 055	-14 225	-
MF YERRES 91	100	-2 540	99	99	99	3 065	-	-	-2 540	-
MF COURBEVOIE 92	100	-6 631	99	99	99	290 256	-	383 040	-6 631	-
MF VINCENNES 94	100	-	99	99	99	3 752 000	-	4 105 187	-	-
MF MAINVILLIERS 28	100	-40 252	99	99	99	2 499 806	-	8 564	-40 252	-
MF AMIENS 80	100	31 577	99	99	99	2 181 316	-	-	31 577	-
MF CHATOU 78	100	-2 890	99	99	99	46 769	-	-	-2 890	-
MF MARTIGUES 13	100	-	99	99	99	1 850 496	-	7 939 429	-	-
MÉDICA SERRIS 77	100	20 205	99	99	99	1 145 763	-	24 752	20 205	-
MF VERTOOU 44120	100	16 744	99	99	99	16 576	-	-	16 744	-
MÉDICA FONCIÈRE 06	7 500	-4 769	99	7 425	7 425	-	-	-	-2 472	-
MEDICA FONCIERES GARCHES 92	10 650	-219 593	99	3 151	3 151	206 138	-206 138	-	-2 549	-
MÉDICA FONCIÈRE LA CELLE 78	100	-2 857	99	99	99	32 320	-	-	-2 857	-
MÉDICA FONCIÈRE BRETEUIL	100	-2 977	99	99	99	96 270	-	-	-2 977	-
MÉDICA FONCIÈRE LMB 41	100	-2 332	99	99	99	83 725	-	-	-2 332	-
MÉDICA FONCIÈRE D'ÉPINAY	1 046 400	20 588 121	100	9 711 761	9 711 761	-	-	88 031	682 785	654 000
MF 72 MONTHÉARD	100	-2 726	99	99	99	23 674	-	-	-2 726	-
MF VILLENAVE 33	100	-3 980	99	99	99	6 948	-	-	-3 980	-
MF ST-ROGATIEN 17	100	29 215	99	99	99	28 923	-	1 253 347	29 215	-
MF MONTLOUIS 37	100	-3 861	99	99	99	16 332	-	-	-3 861	-
MF BELZ 56	100	-3 600	99	99	99	11 263	-	-	-3 600	-
MF 11 NARBONNE	100	-28 927	99	99	99	5 659 123	-	-	-28 927	-
MF FALICONNIÈRE 061	100	-31 822	99	99	99	-	-	-	-31 822	-
MF OLONNE 85	100	-	99	99	99	1 943 693	-	-	-	-
MF POITIERS 86	100	-	99	99	99	284 809	-	-	-	-
MF HAD	100	198 587	99	99	99	196 601	-	4 292 000	198 587	-
MF NANTES 44	100	-	99	99	99	-	-	2 234 791	-	-
MRLB	1 000	4 322 562	100	3 749 683	3 749 683	-	-	363 272	3 310 432	-
MF ENNERY 95	100	-	99	99	99	426 145	-	136 810	-	-
MF LA SEYNE 83	100	-24 236	99	99	99	1 912 855	-	-	-24 236	-
MF LANDERNEAU 29	100	36 250	90	90	90	83 167	-	44 889	36 250	-
MF LQEB94	100	19 196	99	99	99	55 487	-	667 376	19 196	-
MF MEAUX 77	100	-12 214	99	99	99	15 422 536	-	644 705	-12 214	-
MF GUERANDE 44	100	34 488	99	99	99	8 265 843	-	248 479	34 488	-
LNA SERVICES	7 700	273 406	51	3 927	3 927	-	-	2 485 362	77 110	39 270
LNA TRAVAUX	92 860	-9 639	100	410 000	161 168	1 659 029	-295 631	1 646 436	-77 947	-
MF 49 LA PLESSE	100	-3 003	99	99	99	8 093	-	-	-3 003	-

1 - Filiales (détenues à plus de 50 %)										
MF ST MAUR 94	100	-4 423	99	99	99	114 920	-	-	-4 423	-
MF MORET 77	100	-	99	99	99	-	-	1 036 400	-	-
MF ROSNY 93	100	-13 593	99	99	99	62 087	-	-	-13 593	-
FONCIÈRE SSR IMB	100	-	99	99	99	-	-	-	-	-
SCI DE LA PRINCESSE	1 000	-732 365	99	164 041	-	910 757	-756 759	-	128 833	-
MF ACHÈRES 78	100	-	99	99	99	-	-	219 522	-	-
MF PESSAC 33	100	5 900	99	99	99	4 564 404	-	3 113 638	5 900	-
IMMOBILIÈRE DE LA FONTENELLE	50 000	-155 498	100	50 000	-	3 545 786	-	1 647 975	55 398	-
MF 44	100	-5 246	99	99	99	157 209	-	-	-5 246	-
MÉDICA FONCIÈRE MARSEILLE 131	100	-2 710	99	99	99	48 845	-	-	-2 710	-
GRIBOUILL'AGE	590 330	-351 358	68	480 500	24 500	157 933	-157 933	189 994	94 397	-
LNA ACHATS	1 000	1 531 131	100	1 000	1 000	80 000	-	3 390 149	391 744	400 000
VS LNA	200 000	-51 879	50	100 000	100 000	2 951 400	-	1 277 180	-51 879	-
2 - Filiales (détenues à moins de 50 %)										
LA CHÉZALIÈRE	230 198	1 024 587	20	266 249	266 249	284 571	-	5 523 409	615 499	101 112
LE CLOS CHAMPIROL	59 311	6 867 002	11	1 948 839	1 948 839	5 484 307	-	23 851 439	1 510 435	76 995

Parties liées

Les transactions et les soldes entre la société et les parties liées sont détaillés ci-dessous :

En milliers d'euros	2021	2020
Charges		
Assistance technique et mandat de vente	10	10
Autres charges	0	1
Produits		
Mandat d'assistance gestion	73	101
Autres produits	4	19
Bilan		
Clients	52	34
Comptes courants	208	293

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements donnés	Total	Au profit de	
		Filiales	Autres
Nantissement de titres	980 000		980 000
Cautions données sur montants initiaux des emprunts	21 864 001		21 864 001
Cautions données sur prêts promoteur	28 851 000		28 851 000
Cautions données aux propriétaires immobiliers pour le compte des filiales	9 716 985	9 716 985	
Cautions données aux banques pour le compte des filiales	2 441 659	2 441 659	
Engagements contractuels pour acquisition immobilisations incorporelles	1 856 699		1 856 699
Engagements contractuels pour acquisition immobilisations corporelles	2 850 000		2 850 000
Redevances de crédit bail	274 107		274 107
Intérêts sur emprunts	23 868 123		23 868 123
Engagements en matière de pension	1 705 017		1 705 017
	94 407 591	12 158 644	82 248 947

Engagements reçus

Engagements reçus	Total	Au profit de	
		Filiales	Autres
Crédit Corporate – part RCF non utilisée	265 000 000		265 000 000
	265 000 000		265 000 000

Engagements de crédit-bail

Exprimé en euros

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE				588 109	588 109
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				205 374	205 374
Exercice en cours				131 900	131 900
TOTAL				337 274	337 274
VALEUR NETTE				250 835	250 835
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				211 471	211 471
Exercice en cours				118 536	118 536
TOTAL				330 007	330 007
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				89 255	89 255
A plus d'un an et moins de 5 ans				131 863	131 863
A plus de cinq ans					
TOTAL				221 118	221 118
VALEUR RESIDUELLE				52 989	52 989
Montant pris en charge dans exercice				118 536	118 536